



Le Micro-crédit: Une alternative pour l'autonomisation des femmes?

Une journée de consultation organisée par WIDE

Rapport

Rue Hobbema 59

1000 Brussels

Belgium

Tel: +32 2 545 90 70

Fax: +32 2 512 73 42

info@wide-network.org

www.wide-network.org

WIDE remercie chaleureusement le Fonds Mondial pour les femmes pour son soutien financier, qui a permis l'organisation de cette conférence. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et par conséquent ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle du Fonds Global pour les Femmes.



Copyright © September 2009 WIDE

Toute reproduction partielle ou complète à des fins pédagogiques et non lucratives est autorisée à condition que la source soit citée. WIDE apprécierait une copie du texte citant ou exploitant ce document.

Introduction

Cette conférence a constitué une occasion exceptionnelle de partager les expériences des orateurs, originaires de différentes régions du monde, et de mieux conscientiser les gens sur les effets positifs et négatifs des microcrédits (MC) sur les femmes, et sur leur rôle dans la lutte contre la pauvreté au sein de l'Union Européenne.

Les thèmes suivants ont fait l'objet d'une attention particulière :

- Les MC ont-ils vraiment contribué et contribuent-ils vraiment à l'autonomisation des femmes dans le Sud ? Que doit-on améliorer et quelles leçons a-t-on tirées dans le Sud ?
- Peut-on considérer les MC comme une alternative durable pour la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté et la discrimination, autant dans le Sud qu'en UE ?

Une quarantaine de participants ont assisté à la réunion et échangé leurs idées et leurs expériences relatives aux MC et autres programmes micro financiers en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Balkans, en UE, en Asie et en Amérique Latine.

Cette session a permis d'exprimer les préoccupations croissantes concernant les limites des modèles de MC. Des solutions ont également été proposées.

Les préoccupations principales exprimées ont porté sur :

- Le moyen de garantir que les gouvernements ne renoncent pas à leurs responsabilités en matière de politiques sociales avec l'arrivée de MC.
- Les conséquences de la crise financière sur le financement.
- Le besoin de dispenser une éducation de marché et une formation continue aux femmes dans le cadre des schémas de MC.
- Le rôle de l'Union Européenne.
- Le problème du fixage des taux d'intérêt.

La suite du rapport résume les présentations et débats organisés au cours de la journée.

Séance d'ouverture : Introduction et mot de bienvenue par BENEDECITE ALLAERT, Directrice Exécutive de WIDE

Bénédicte Allaert a collaboré avec WIDE dans différents domaines (en tant que responsable du département Information, comme gestionnaire de projet, gestionnaire de projets d'autonomisation et de formation des femmes), avant de devenir Directrice Exécutive de WIDE en septembre 2008. Elle collabore également au travail de plusieurs associations locales et est actuellement membre du Comité de Direction de l'association féministe belge Le Monde selon les Femmes.

Nous avons le plaisir d'accueillir les participants et invités à ce qui s'annonce comme une journée particulièrement intéressante pour l'échange d'opinions sur le thème des MC et de l'autonomisation des femmes.

Une remarque rapide sur WIDE :

- WIDE est un réseau féministe européen de spécialistes des questions de genre, d'activistes féminines et d'organisations de femmes et de développement disposant de plateformes nationales

dans 12 pays européens et comprenant des membres dans plus de 30 pays. Nous collaborons également étroitement avec de nombreux autres réseaux de femmes de toutes les autres régions du monde.

- Le rôle principal de WIDE, en plus d'établir des contacts, consiste à réaliser un suivi- à partir d'un agenda des droits de la femme- des politiques extérieures de l'UE et de ses états membres, y compris la coopération au développement et le commerce, ainsi que (avec d'autres OSC et d'autres coalitions) les politiques d'autres acteurs internationaux tels que l'ONU et l'OMC.

Quelques mots sur les raisons du choix de ce thème

Dans le contexte actuel de crise économique, financière, environnementale et sociale, la grande majorité des débats se sont concentrés sur la formulation de macro réponses.

WIDE participe à plusieurs initiatives de la société civile pour la formulation de propositions et de recommandations alternatives, en saisissant les occasions que fournit la crise pour promouvoir des politiques qui, selon nous, peuvent permettre d'atteindre un certain niveau d'égalité sociale et de genre, de stabilité économique, et une gestion de l'environnement durables.

Par exemple, étant donné le caractère invisible du travail non rémunéré au sein des foyers comme des communautés, du fait des modèles et politiques néolibérales et capitalistes prédominants, ces travaux et contributions constituent toujours le noyau de la discrimination de genre et des inégalités dans le monde entier. Nous pensons que ces discriminations et inégalités doivent obtenir la priorité sur l'agenda des réformes actuelles. Ceci sera d'ailleurs l'un des principaux thèmes de la conférence de WIDE, qui aura lieu à Bâle en juin 2009. Parmi nos autres demandes principales, celle que l'on lève les restrictions imposées aux femmes en termes d'accès et de contrôle des ressources (y compris la terre et les crédits). C'est au regard de ce contexte que nous souhaitons évaluer les expériences actuelles du microcrédit (MC) dans différentes régions du monde.

Habituellement, les MC sont perçus comme un outil destiné aux pauvres, plus particulièrement aux femmes, du fait de leur rôle-clé dans le développement. Mais est-ce vraiment le cas ? De nombreuses voix se sont élevées au sein de notre réseau pour faire entendre leurs préoccupations quant à la capacité des MC à rendre les femmes plus autonomes.

L'un des arguments récurrents exprimés par le réseau WIDE évoque des études exhaustives affirmant qu'il est impossible de prévoir que les MC et les micro finances (tant formelles qu'informelles), contribueront à aider les femmes dans leurs activités commerciales. Les MC aident au démarrage d'une activité, mais ne suffisent pas per se pour que les femmes poursuivent des activités commerciales à petite échelle. Par conséquent, les MC donneraient uniquement accès à une stratégie de survie, sans fournir de réponse structurelle pour sortir de la pauvreté ni favoriser l'autonomisation.

Une autre préoccupation survient à l'heure de la libéralisation des services financiers, alors que les banques étrangères pénètrent les marchés, investissent dans les zones urbaines et se mettent en quête de clients parmi les classes moyenne et supérieure. Les banques locales investissent ainsi moins dans les zones rurales. Les MC doivent entrer en action pour corriger ces dysfonctionnements du marché.

Bon nombre de nos membres et associés avancent l'argument que les modèles et mécanismes conçus pour promouvoir les MC ne peuvent remplacer un accès adéquat de tous au financement et aux services financiers. Dans une récession telle que celle que nous connaissons aujourd'hui, il est probable que les MC se propagent encore plus rapidement : les entreprises internationales, y compris l'ONU, la BM et l'UE, introduisent de nouvelles lois, de nouveaux schémas et mécanismes afin d'encourager les différents acteurs à employer les MC comme moteur des initiatives d'éradication de la

pauvreté (sans doute Agnès Hubert, qui modèrera les deux premiers panels, présentera-t-elle brièvement ces thèmes).

En tant qu'organisation féministe, WIDE souhaite définir sa position et formuler des recommandations utilisables par la suite pour évaluer les politiques de coopération au développement de l'UE ainsi que celles qui s'adressent à ses propres citoyens.

Afin de pouvoir élaborer ladite position et d'aller au-delà des clichés traditionnels, qu'ils soient positifs ou négatifs, associés aux MC et aux femmes, nous avons décidé d'inviter les représentants de différentes régions du monde, et riches d'expériences diverses et variées. Tous travaillent directement avec les MC et les femmes; c'est pourquoi nous croyons qu'ils constituent un panel privilégié pour le partage d'idées, afin de dresser le bilan des tendances et objectifs actuels, ainsi que pour répondre à certaines questions importantes, notamment :

- Les MC constituent-ils un outil bénéfique pour les plus démunis ?
- Contribuent-ils réellement à l'autonomisation des femmes, tels qu'ils sont généralement perçus ?
- Les MC constituent-ils autre chose qu'un simple outil au service d'un agenda néolibéral qui cherche à transférer les responsabilités de l'Etat, en tant que fournisseur de services, vers les femmes, sans leur procurer les moyens efficaces de leur autonomisation et un pouvoir accru au niveau du foyer et de la communauté ?
- Quels sont les mécanismes et politiques nécessaires pour construire des modèles de MC qui contribuent à l'autonomisation ? Comment garantir la durabilité de ces services financiers ?

Au terme de cet échange, nous aimerions obtenir des idées au sujet des questions suivantes :

- 1/ Quels sont les éléments nécessaires afin de garantir que les MC favorisent l'autonomisation des peuples du Nord et du Sud et
- 2/ Comment aborder les questions des besoins et des limites spécifiques des femmes de façon durable et intégrée ?

Discours inaugural

Par AGNES HUBERT, conseillère politique auprès de la Commission Européenne

Agnès Hubert est l'actuelle conseillère de l'Office des Conseillers Politiques (BEPA en Anglais) de la Commission Européenne. La mission du BEPA est d'apporter des conseils politiques adaptés et bien renseignés au président et aux services de la Commission sur des thèmes pertinents pour l'ordre du jour du président et les futures politiques de l'Union.

Avant de rejoindre le BEPA, Agnès Hubert, diplômée d'Economie et de Sciences Politiques de l'Université de Paris I, a occupé différentes fonctions à la Commission Européenne ainsi qu'au Parlement Européen. Elle a négocié des accords internationaux portant sur les matières premières, mis au point des outils d'information pour les politiques de développement de l'UE, et a dirigé l'Unité de Protection des Droits de la Femme au sein de la DG Emploi et Affaires Sociales. Après avoir travaillé pour la Cellule de Prospective, où elle s'est spécialisée dans les questions de genre, elle est passée au Parlement Européen où elle a assisté le Président du Comité des Droits de la Femme. Elle a également contribué, en tant que membre du groupe de gouvernance de la Commission Européenne, à l'élaboration du Livre Blanc sur la Gouvernance Européenne (2001).

Les MC et la micro finance atténuent-ils la pauvreté ? Sur la base de la totalité des projets réalisés dans le monde entier, on a accumulé les preuves suffisantes afin de :

- commencer à remettre en cause les notions optimistes desdits projets : souvent, les femmes sont toujours soumises à une certaine pression pour céder le contrôle des fonds aux hommes de leur famille, bien qu'elles demeurent en revanche responsables du remboursement du prêt ; en Inde, on sait que les femmes ont utilisé leurs MC pour financer des examens prénataux ; souvent, les femmes déscolarisent leurs filles afin que celles-ci prennent soin du foyer tandis qu'elles mêmes se consacrent au projet financé par le MC ;
- Partager des expériences et bonnes pratiques : Pourquoi tant de femmes abandonnent-elles leur projet au bout de trois à cinq ans ?
- Faire face aux effets de la crise économique : la crise financière constitue-t-elle une occasion idéale pour revoir la structure de ces crédits ? Jusqu'à quel point réduira-t-elle les parts des budgets gouvernementaux consacrées à l'Education et à la Santé ? Quelle perspective de genre proposer pour influencer les plans nationaux de stimulation fiscale ?

Recommandations :

- Souvent, les hommes réagissent violemment à l'autonomisation des femmes ; c'est pourquoi il est crucial de les inclure dans le processus. Il est en outre nécessaire de mieux conscientiser les femmes quant à leur rôle de parties prenantes et non uniquement de machines à profit.

Perspectives du Sud concernant les MC

'Retour sur le concept d'autonomisation de la femme : programmes de MC et leur impact sur le niveau d'autonomisation des femmes en Inde

Par AYESHA PERVEZ, chargée de programmes, Fondation Rajiv Gandhi, Inde

Professionnelle du développement impliquée dans la recherche sociale depuis plus de 3 ans. Elle travaille à présent à New Delhi, en Inde. Elle a acquis une expérience solide dans les questions de genre et la plupart de ses projets de recherche ont trait aux thèmes du genre et au développement. Elle est également auteure de publications de recherche académique réputées.

Effets positifs

Les MC ont entraîné un certain nombre d'effets positifs : une hausse des revenus dans les foyers, la génération d'actifs ; l'amélioration de la mobilité et la création de plusieurs collectifs.

Limites

Il est relativement rare que les MC tirent les femmes de la pauvreté en aidant à la génération de revenus, car ils sont généralement employés pour répondre aux besoins de consommation de base. Dans ce cas, les MC ne sont pas destinés au marché, et ils s'adressent en priorité aux investissements peu risqués et à faible rendement. Les femmes n'ont pas de connaissances en marketing ou en négociation de prix et jouissent de surcroît d'un pouvoir décisionnel limité. Leur liberté de mouvement est restreinte et la majorité des tâches domestiques leur incombe toujours. Ce sont souvent les hommes qui détiennent le contrôle du prêt. Il est fréquent que les femmes reversent leurs bénéfices aux membres de la famille. La pression qu'elles subissent pour le remboursement du prêt étant souvent très

forte, elles sont amenées à solliciter un deuxième prêt pour rembourser le premier. Les plus pauvres d'entre elles continuent d'être exclues des systèmes de microcrédit.

Les MC savent-ils le processus d'autonomisation ?

Souvent, les femmes ne sont perçues que comme des machines qui font « bouillir la marmite ». Peu d'ONG accordent une importance suffisante à la fragmentation ou au contrôle des ressources. Les MC sont généralement octroyés sur la base du laisser-faire et supposent que les femmes éprouvent une volonté d'autonomie. Le lien entre les microcrédits et les macro crédits est très ténu, et il existe peu de signes d'une action conjointe.

Recommandations :

- Les MC ne peuvent se substituer aux programmes gouvernementaux de santé et d'éducation ;
- Il est nécessaire de limiter les taux d'intérêt et de s'éloigner de l'idée d'homogénéité ;
- Les crédits devraient s'adapter aux besoins individuels des femmes ;
- Les femmes ont besoin d'être formées à la planification d'affaires et à la comptabilité.

La lutte pour la justice de genre dans l'Est de la RDC : le rôle des MC

Par DESIREE ZWANCK, conseillère en questions de genre, HEAL Afrique.

Et MULIRI JEANNE KABEKATYO, coordinatrice du projet « Genre et Justice Maniema », HEAL Africa Madame Kabekatyo a à son acquis trente ans consacrés au développement des communautés dans l'Est de la RDC. Elle a formé des ONG face à la violence sexuelle et de genre et présidé l'Union des Femmes Protestantes du Nord Kivu pendant 20 ans. Depuis 2005, elle exerce un rôle de leader au sein d'HEAL Afrique, une ONG locale dont le siège se trouve dans l'Est de la RDC. Madame Kabekatyo dirige à présent le projet « Genre et Justice Maniema », l'un des programmes de HEAL Afrique pour la lutte contre la violence sexuelle et de genre.

Désirée Zwanck a obtenu un master en études de genre à l'Université Humboldt de Berlin. En 2008, elle a élaboré le projet « Sur le chemin de l'autonomisation ? », une étude sur les MC, dirigée par l'ONG HEAL Afrique. Elle vit actuellement à Goma, dans l'Est de la RDC, où elle travaille comme conseillère en questions de genre pour HEAL Afrique. Elle y a été envoyée comme consultante du Service de Paix Civile, coordonné par l'EE, ce qui lui permet d'avancer dans sa recherche doctorale sur le développement communautaire, en coopération avec le département d'études africaines de l'université de Beyrouth.

Le tissu social de la RDC a été à ce point endommagé que les femmes ont perdu la quasi-totalité de leurs droits, bien qu'elles aient conservé leurs devoirs. Elles ont été exclues de presque tous les processus de prise de décision et sont souvent victimes de violence sexuelle. Les fonds doivent s'adresser à la base de la société car l'Etat ne fonctionne plus correctement. Ce contexte induit la nécessité pour les MC d'opérer au niveau des communautés et d'après une approche holistique.

Effets positifs des MC

Les MC ont eu un impact positif sur les moyens d'existence des femmes : elles peuvent à présent financer l'éducation de leurs enfants ; elles sont en mesure de mieux préserver leur intégrité physique étant donné qu'elles ont accès aux services sociaux, et subvenir à leurs besoins de base plutôt que de se voir contraintes à se prostituer. Les chefs religieux peuvent jouer un rôle d'efficaces défenseurs des femmes, du fait de l'influence positive dont ils peuvent user en les valorisant.

Recommandations

- Les MC doivent s'accompagner de recherches ainsi que d'analyses de données ; les projets doivent être planifiés de façon participative ;
 - Il convient d'accroître la sensibilisation des dirigeants locaux ;
 - Il est nécessaire d'encourager les femmes à participer aux processus locaux de prise de décision (une tâche peu aisée étant donné leur réticence et la résistance qu'affichent les hommes) ;
 - Il est crucial d'améliorer la formation au moyen de l'éducation afin d'améliorer le bien-être physique et économique des femmes ;
 - Il est nécessaire d'encourager les femmes à travailler et à prendre des décisions qui concernent leur propre bien-être, plutôt que de ne jamais se soucier que de leur famille ;
 - Il convient d'éviter l'usage excessif de la pression de groupe, en particulier dans un contexte d'après-guerre; l'harmonie entre les femmes, permettant de prévenir les conflits entre les familles, importe davantage que le remboursement d'un crédit ;
 - Les solutions doivent être conçues pour le long terme, et comprendre un suivi et une formation additionnelle :
 - Dans le contexte de la RDC, la communauté internationale doit exiger du Congo que soit abordée la question des soldats impayés ou traumatisés, afin de réduire la violence à l'encontre des femmes ;
 - La crise économique a un effet catastrophique sur les associations et coopératives de femmes ; les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ne devraient pas réduire les fonds consacrés aux initiatives de développement alors qu'ils sont plus que jamais nécessaires.
-

Analyse des impacts économiques et sociaux des MC à Cuzco, au Pérou (MIDE, MC pour le Développement)

Par LILIANA ALEGRIA ZEVALLOS, consultante indépendante, Université de Salamanque

Liliana est une chercheuse péruvienne qui rédige actuellement sa thèse de doctorat sur les femmes et le développement. Concrètement, son travail se concentre sur les MC et leur capacité à modifier les relations de pouvoir, les inégalités et les relations de genre. Elle a collaboré avec diverses ONG (MIDE, Selva Inca) dans le but d'analyser ces thèmes du point de vue des questions de genre. Elle collabore à présent, de surcroît, à une étude sur le traitement par les médias de l'information sur les homicides de femmes/ « femicides » causés par la violence masculine au Pérou.

Contexte

Les femmes andines sont victimes de discriminations et de la pauvreté. Elles se consacrent principalement à des activités de survie. La violence sexuelle est fréquente et les familles comportent six à huit enfants.

MIDE gère un portefeuille de 1.4 millions de dollars et a distribué 14.000 crédits de diverses tailles, chacun d'un montant s'élevant jusqu'à 550 dollars. Le taux de remboursement est de 95%. 39% de ces crédits ont été octroyés à des personnes pauvres et très pauvres.

Effets des MC

- Une certaine, bien que très légère atténuation de la pauvreté ;
- Certaines améliorations en termes d'accès à l'alimentation et à la santé ;

- Dans certains cas, il a été possible d'employer les maris ou d'autres membres de la famille ;
- Pour chaque crédit octroyé, près de 1,2 personnes ont trouvé un emploi ;
- Les femmes ont acquis une meilleure conscience physique et une plus grande auto estime; leur situation économique s'est améliorée, on note par ailleurs un plus grand respect pour les activités des femmes, bien qu'il s'agisse d'un phénomène impossible à mesurer ;
- De nombreuses femmes quittent leur conjoint une fois qu'elles sont autonomes ;
- Les femmes ont appris à aider à déterminer les dépenses du ménage.

Limites

- Les bénéficiaires des MC connaissent mal le marché, ce qui les empêche d'enregistrer de réels bénéfices avant le quatrième ou cinquième crédit ;
- Souvent les plus démunis n'emploient les MC qu'à des fins de survie;
- Lorsque les maris sont employés grâce au MC, ils occupent souvent des fonctions administratives ; ceci amène à se demander si les femmes ne sont pas reléguées aux fonctions de production tandis que leurs époux exercent le contrôle administratif ; souvent la femme est perçue comme une source de revenus ;
- Dans les cas où le MC a amené à une redistribution des tâches ménagères, celles-ci retombent souvent sur les filles ou les autres femmes; il est relativement rare que les hommes accomplissent de telles tâches.
- Les MC annulent et remplacent certaines des politiques de l'Etat, qui deviennent ainsi des politiques bancaires; en particulier à mesure que d'avantage de banques portent leur intérêt sur les potentiels bénéfices des MC;
- Souvent, les MC ne répondent qu'aux besoins de base plutôt que de stimuler la croissance à long terme;
- Les MC ne fournissent aucun emploi stable ou permanent.

Recommandations :

- Les MC ne peuvent être perçus comme constituant la seule voie vers l'égalité des genres ou l'éradication de la pauvreté ;
- Les fonds se doivent d'être octroyés de façon continue; les projets tels que MIDE doivent bien connaître les clients et offrir des crédits adaptés;
- Les MC doivent être taillés sur mesure afin de pouvoir répondre à différents niveaux d'éducation et de santé;
- Il est nécessaire de diversifier la base de clients ainsi que de transférer les expériences du milieu urbain au milieu rural ;

La communauté internationale ne doit abandonner ses responsabilités en termes de lutte contre la pauvreté et d'égalité des sexes aux petits projets de communauté.

Les MC dans les politiques de l'UE

MC dans l'UE et problèmes de genre

Par CINDY FOEKEHRER, DG Entreprise et Industrie de la Commission Européenne
Cindy Foekehrer est spécialiste nationale auprès de la Direction Générale d'Entreprise et d'Industrie de la Commission Européenne. Elle travaille depuis 2002 pour la Chambre Fédérale de Commerce

autrichienne dans le secteur de l'accès aux fonds. Avant de rejoindre la Commission en octobre 2006, elle a travaillé pour l'Association Européenne des Chambres de Commerce et d'Industrie, EUROCHAMBRES, où elle a dirigé les politiques financières, et à ce titre a participé au groupe d'experts de la Commission Européenne sur les MC lors des 4^{ème} et 5^{ème} tables rondes de banquiers et PME. Elle est à présent responsable de MC et travaille avec un groupe d'experts sur les dispositions / régulations en matière de MC en Europe. Elle a étudié le droit à l'Université de Salzbourg et s'est spécialisée en Droit Européen.

Contexte :

- Il existe 18.8 millions de micro entreprises dans l'UE, et les MC sont pertinents pour bon nombre d'entre elles ;
- Les MC en UE sont des prêts allant jusqu'à 25.000 euros par initiative commerciale ; les micro entreprises comprennent jusqu'à 9 employés et génèrent un volume d'affaires et un bilan financier s'élevant à jusqu'à 2 millions d'euros par an ;
- En plus des crédits, des services tels que la formation et la révision en groupe sont indispensables pour éviter l'isolement des entrepreneurs ;
- L'UE fournit également des garanties sur les prêts grâce aux programmes CIP et JEREMIE ;
- Au moyen de l'initiative « JASMINE » (Action Commune de Soutien aux Institutions de Micro-finance en Europe) de la CE, une nouvelle possibilité de financement des institutions financières non bancaires sera créée.
- 44% des clients de microcrédits en Europe sont des femmes ;
- En 2000, l'UE a créé le Réseau Européen pour la promotion de l'autonomisation des femmes (WES en Anglais), afin de rendre les entrepreneuses plus visibles, d'améliorer leurs réseaux, l'accès aux fonds et leurs connaissances en investissement.

Limites :

- Les femmes manquent d'esprit d'entreprise, par rapport aux hommes : celles qui souhaitent être autonomes ne représentent que 40%, du fait de leur perception des obstacles suivants :
- Les barrières administratives, souvent plus difficiles à surmonter pour les femmes que pour les hommes ;
- L'accès à l'information ;
- L'accès aux fonds ;
- Le risque que comporte la création d'une entreprise ;
- Les MC constituent un outil, basé sur le marché, qui ne change ni les perceptions ni les préférences ;

Recommandations :

- Réduction générale des formalités administratives ;
- Informer de cette réduction des formalités administratives ;
- Le WES et autres systèmes similaires œuvrent à changer la perception des femmes entrepreneurs.

Genre et micro finances en Europe

Par STEFANIE LAEMMERMANN, gérante débutante de programmes, European Microfinance Network

Stefanie est diplômée d'Anthropologie Sociale de l'Université Albert-Ludwigs de Fribourg, en Allemagne. Au cours de ses études, elle a acquis une expérience pratique dans les domaines de la coopération et du développement et des migrations internationales. Elle est également titulaire d'un master en gestion de projets européens à l'Université de Paris III Sorbonne Nouvelle. Stéphanie a rejoint l'équipe d'EMN en Janvier 2006. En tant que gérante débutante de programmes, elle est la personne de contact du groupe de recherche de l'EMN et a collaboré à une série d'études et de projets de recherche. De Janvier 2007 à Février 2008 elle a coordonné le projet d'EMN financé par l'UE « Fostering Gender Equality – Meeting the Entrepreneurship and Micro finance Challenge », (« Promouvoir l'égalité de genre - Faire face au défi des entreprises et micro financier ») qui inclut neuf membres d'EMN dans sept pays européens. Depuis Avril 2008 Stéphanie participe également à un projet de recherche et d'information européen sur les migrations et les questions de genre (projet GEMMA) à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (France).

Contexte

- L'exclusion sociale affecte d'avantage les femmes que les hommes ; elles sont également plus nombreuses au chômage de longue durée ;
- Etant donné leur situation défavorisée, de surcroît, les femmes offrent moins de garanties, ce qui limite leur capacité à obtenir un prêt ;
- Les femmes ont tendance à entreprendre des affaires de petite envergure dans des secteurs moins intensifs en termes de capital, tels que les services personnels ; elles jouissent généralement de moins de compétences en affaires, d'un esprit d'entreprise inférieur et de plus grands besoins en formation ; en 2008, en Europe, seuls 44% des micro prêts ont été octroyés à des femmes, contre 39% en 2004.

Limites

- Les femmes craignent de se lancer dans les affaires du fait de leurs contraintes familiales, de leur manque d'expérience, de la peur de s'endetter, des lourdes formalités administratives, du manque de temps et du manque de confiance en elles.
- Du côté de l'offre, rares sont les micro prêteurs ayant adopté une politique incluant les questions de genre.

Exemples de bonnes pratiques

- Le programme WEETU (Norfolk, Angleterre) est un programme de prêt par les pairs, qui combine la formation avec des cercles de prêt en groupe ; le taux de remboursement s'élève à 96% ; le kit de formation est désormais en vente ;
- Credal Affaires des Femmes -Femmes d'Affaires (Belgique) cible les femmes au chômage ; leur fournit des formations individuelles et de groupe en planification d'entreprise et en finance, et des prêts à faible taux d'intérêt assortis de délais de grâce au cours desquels les bénéficiaires ne versent que les intérêts.

Recommandations

- Promouvoir la disponibilité des informations sur l'accès des femmes aux finances ;

- Les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques fortes pour la création d'entreprise par les femmes avec un soutien financier suffisant ;
- Les micro prêteurs se doivent d'adopter des politiques basées sur l'égalité des genres et mettre sur pied des programmes assortis ;
- Promouvoir l'emploi de femmes aux postes d'expertise et de responsabilités ;
- Les initiatives, les leçons tirées et les bonnes pratiques doivent être mises en commun.

Perspectives européennes des MC

Les femmes et les micro finances : une nouvelle voie vers le développement dans les pays méditerranéens ?

par MARCELLA CORSI, Université Sapienza, Rome (membre de WIDE) et FABRIZIO BOTTI, Université Sapienza, Rome

Marcella Corsi est économiste, spécialiste des analyses à court terme de l'économie du travail et du gouvernement. Elle connaît spécifiquement l'économie de l'innovation et du changement technique. Elle est également spécialiste en études européennes et concentre actuellement son travail sur les pays méditerranéens. Elle est impliquée (au niveau social) dans l'économie de genre, tant en termes de participation aux réseaux de recherche (par exemple le EGGSI) que dans le déroulement de projets internationaux de recherche (tels que ceux portant sur l'exclusion financière et les micro finances, l'autonomisation des femmes et les migrations).

Fabrizio Botti travaille provisoirement comme chercheur à l'Université Sapienza de Rome qui collabore avec Professeur Marcella Corsi sur les questions de perspectives des femmes et des MC. Il a contribué à l'élaboration d'un index d'autonomisation visant à évaluer l'impact de la participation des femmes aux programmes de MC dans les pays méditerranéens au cours de l'année du MC de l'ONU.

D'un point de vue plus concret, il a concentré son travail sur les Balkans. Il a également travaillé comme spécialiste de recherche sur le cas d'étude de la République du Mali avec Professeur Renata Serra (de l'Université de Floride) à l'étude : « Global Solidarity : Efficiency, Performance, and the Role of Public Policy. A Survey of the Conditions for Financial Self-Sufficiency of MFI's » ("Solidarité mondiale: efficacité, rendement et le rôle des politiques publiques : une enquête sur les conditions de l'autosuffisance financière des IMF »)(GIAN, OMT, IUDE, Université de Genève et Université de Cambridge). Il collabore actuellement avec le Professeur Marcella Corsi à l'élaboration d'un rapport sur les micro finances en Italie exploitant les informations recueillies par la recherche du réseau européen de micro finances 2006/2007.

Contexte

- L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact social et économique des programmes de micro finances sur la vie des participants - en particulier chez les femmes des pays méditerranéens (c'est-à-dire le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Bosnie, la Croatie, le Kosovo, l'Albanie, la France, l'Espagne et l'Italie), en étudiant les niveaux de consommation, d'économie, les conditions d'éloignement et en analysant si, en réalité, les programmes de MC ont contribué à l'autonomisation des femmes. L'étude sera sûrement élargie par la suite à l'analyse de l'impact des MC dans d'autres pays et/ou afin d'améliorer la couverture des pays francophones (par exemple le Maroc, la Tunisie et la France).

Effets positifs

- Il a été démontré que l'accès aux crédits peut changer les conditions de vie et offrir une échappatoire aux femmes pauvres.
- En ce qui concerne l'autonomisation des femmes, les résultats vont dans le même sens. La création d'un index de changement des conditions de vie liées à sept aspects centraux de l'autonomisation a permis d'affirmer, malgré les différences entre pays, que les activités micro financières représentaient un stimulus puissant pour l'émancipation des femmes : l'émancipation économique en premier lieu, et l'émancipation générale en second lieu.

Limites

- Jusqu'à récemment, la communauté internationale de donateurs clé et la littérature économique dominante ont été conquises par une prévalence orthodoxe qui s'est traduite dans les formes de littérature les plus influentes, les directives, les bonnes pratiques et les recommandations politiques ;
- Conformément à cette perspective, en se basant sur une compréhension sélective des faits empiriques et conceptuels, il n'existe aucun équilibre entre les objectifs financiers et sociaux des IMF : on a promu la concentration des IMF sur l'autosuffisance et sur un fonctionnement indépendant des subsides ;
- La diminution conséquente, à la fois du soutien des donateurs et des initiatives de stimulus pour l'amélioration des indicateurs financiers, ont limité les marges permettant de maintenir l'impact des MF (c'est-à-dire, de servir les femmes et les groupe défavorisés et les faire bénéficier des effets positifs) lorsque certains facteurs contextuels prévalent.

Preuves

- Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées des Pays Dogon (CVECAs) et Nyesigiso au Mali ont été témoins d'un retrait progressif du soutien technique et financier des donateurs durant la période observée (1999-2004), ce qui les a amenés à améliorer leur indicateurs de viabilité financière afin d'assurer leur survie dans le temps. Les deux IMF ont réagi de façon différente face aux retrait des donateurs : tandis que Nyesigiso a continué d'afficher un profil financier fort ainsi qu'une hausse de son nombre de clients, sacrifiant ainsi sa vocation d'assistance aux plus démunis, CVECA's a conservé son statut d'institution destinée aux plus pauvres et vulnérables, mais a ainsi perdu de l'ampleur en termes de portée et de viabilité financière. Il peut exister un équilibre entre la viabilité financière et la portée de la pauvreté.
- Les micro finances comme modèle de micro finances à la suite d'un conflit, mises en pratique dans une zone en tant que composante d'une intervention humanitaire plus large : surtout en reproduisant les bonnes pratiques dominantes. Le secteur micro financier dans les Balkans est actuellement mûre, de grande envergure opérationnelle, et mobilise des fonds à prix de marché ; mais il a peu à peu, alors que le soutien extérieur chutait, perdu sa vocation d'aide aux femmes et aux bénéficiaires les plus démunis. En termes d'autonomisation des femmes, les micro finances se sont avérées un outil efficace, malgré quelques potentiels effets négatifs liés à la conciliation du travail et des tâches ménagères (Bosnie Herzégovine), et les limites afférentes aux foyers.

Réflexions finales (Recommandations)

- il peut exister un équilibre entre viabilité financière des IMF et les objectifs sociaux (tels que l'autonomisation des femmes) ;
- les IMF intervenant dans des milieux difficiles ou s'adressant à des bénéficiaires vulnérables disposent d'une marge plus étroite pour atteindre les objectifs, tant sur le plan social que financier ;
- dans ce contexte, faire pression pour parvenir à une viabilité financière (et supprimer progressivement les subventions) peut mener à un compromis affaibli des IMF avec les bénéficiaires particulièrement vulnérables tels que les femmes ;
- des outils d'approche explicites et des produits concrets sont nécessaires pour répondre aux besoins des femmes (approche intégrée, participation des institutions informelles). Il convient de mettre en place certaines formes de soutien à long terme.

Débat interactif entre les participants et les panels

Cette séance a permis d'exprimer les préoccupations croissantes quant aux limites des systèmes de MC, et de proposer des solutions visant à les dépasser.

Les grandes préoccupations exprimées concernent :

- le souci de garantir que les gouvernements ne renoncent pas à leurs responsabilités en termes de politiques sociales avec l'arrivée des modèles de MC ;
- l'impact de la crise financière sur le financement ;
- la nécessité d'initier les bénéficiaires à l'économie de marché et de dispenser une formation continue aux femmes dans le cadre des modèles de MC ;
- le rôle de l'Union Européenne ;
- le problème du fixage des taux d'intérêt.

Observations générales

- Il s'impose d'approfondir les recherches et de mieux conscientiser la population : les groupes de femmes ne mettent pas suffisamment en valeur le lien entre MC et autonomisation.
- L'éducation aux questions financières est cruciale pour que les modèles de MC connaissent le succès. Ceci est d'autant plus évident dans le contexte de crise économique. De nombreuses femmes ne sont pas au courant des fluctuations des devises, et perdent leurs bénéfices lorsque certaines monnaies sont dévaluées par rapport au dollar ; pour que les groupes d'épargne fonctionnent, les femmes se doivent de connaître les concepts basiques de la maximisation des bénéfices ; chaque fois que cela est possible cette formation doit être associée aux programmes d'alphabétisation.
- Les indicateurs : doit-on mesurer le succès en termes de taux de croissance et de PIB ou plutôt en termes de bien-être des citoyens ? Comment mesurer ce bien-être ? Référence est faite à l'indice de développement relatif au genre (IDG) du PNUD et d'autres.

Autres éléments soulevés au cours de cette séance :

- Impact de la crise financière : la hausse du chômage se traduit par une demande accrue de microcrédits, mais existe-t-il un marché pour ces services ? L'UE mène une étude afin de déterminer quelle réponse les IMF apportent à la crise. Les IMF prennent des mesures pour faire face à la crise, telles que de nouvelles associations avec des institutions publiques et privées.
- Les participants ont insisté pour que les orateurs de la Commission Européenne, plutôt que de créer des mécanismes institutionnels rigides, prennent d'avantage en compte les besoins des clients de MC. Tel que l'a dit l'un des participants, « Les modèles de MC ne doivent pas seulement représenter les institutions de crédit mais aussi les clients. Ils doivent apporter des solutions adaptées à leurs besoins. Le réseau de la Commission est une création institutionnelle, et, par conséquent, ne représente pas la situation dans son entièreté ».
- Les plans de stimulation fiscale devraient intégrer les MC et les programmes d'autonomisation.
- Certains ont suggéré qu'une nouvelle approche des MC aiderait les nouveaux chômeurs à traverser la crise financière. Quelques participants ont par ailleurs souligné que la crise économique pourrait signifier une exploitation accrue des communautés vulnérables.
- D'autres ont fait remarquer que la crise financière dévoilait le dilemme de l'UE, qui tente de concilier ses promesses avec les demandes des grandes institutions de prêt. « Il est peu aisé

- de mettre en œuvre les initiatives de l'Union Européenne telles que JASMINE (Action Commune pour le Soutien des Institutions de Micro finances en Europe), et JEREMIE (« Fonds Européen des Ressources pour les Micro à Moyennes Entreprises »), car elles impliquent souvent de grandes banques de crédit. La Commission et la BEI préfèrent l'interlocuteur banquier. Nous aimerions que l'Etat, plutôt que d'affecter les ONG, les soutienne à l'aide de projets et crée un fonds de garantie avec des ressources confisquées ailleurs, comme à la mafia, ou issues d'autres activités illégales ».
- Taux d'intérêt : Les participants ont soulevé la question de taux d'intérêt régulés par l'Etat, plutôt que commerciaux.
 - l'Union convient qu'il ne devrait pas exister de seuil trop bas pour les taux d'intérêt, comme l'a fait remarquer l'un des participants. « En Allemagne on ne peut le fixer à plus du double du prix du marché. Cela permet aux institutions de couvrir le coût, sans en demander trop aux clients ». La France a tenté de réduire les taux à zéro pour cent, mais passe actuellement à un taux de 12% avec l'objectif d'atteindre les 17% .
 - Certains orateurs ont averti du danger de considérer les pauvres comme un marché pour les institutions micro financières, en particulier en temps de crise. Un suivi des programmes de MC a été demandé afin d'éviter que les taux d'intérêt et les modèles de prêt soient incohérents.
 - Le rôle de la Commission dans l'amélioration de l'esprit d'entreprise des femmes : La Commission Européenne doit harmoniser le travail de ses différentes DG afin de mieux aborder le problème que posent les formalités administratives et d'accroître la capacité des femmes à devenir de véritables protagonistes du marché, tel que l'a suggéré une participante.
 - L'accès des immigrés de l'UE aux fonds : Certains participants ont demandé aux orateurs de l'UE quel type d'accès les immigrés auraient aux MC.
 - Un participant de l'UE a répondu que les recommandations étaient en cours de rédaction. « De nombreuses expériences d'intégration de ces groupes ont déjà été vécues en Espagne, Italie et en France ». Il a cité les projets menés avec les Gitans en Italie, Hongrie et en République Tchèque mais a signalé des problèmes avec des contacts au sein de la communauté gitane, les préjugés à leur égard, et les réseaux de prêt, profondément ancrés, intervenant déjà dans la communauté.
 - Impliquer/ travailler avec les hommes : Une oratrice de HEAL a requis des recommandations sur ce thème : « C'est une question que nous nous posons depuis longtemps. Une solution serait d'unir hommes et femmes dans des communautés qui promeuvent le leadership responsable. Cependant, bien que cela fonctionne parfois, les hommes quittent souvent la partie une fois qu'une véritable situation égalitaire est instaurée ».
 - Nous ne savons pas encore vraiment si l'activité économique et les groupes solidaires conduisent à une hausse des violences domestiques, car il s'agit d'un sujet dont les femmes ne parlent pas. Nous nous devons de mieux comprendre la panique de genre éprouvée par les hommes.
 - Au Pérou, MIDE évoque les tensions domestiques comme découlant directement de l'autonomisation des femmes. « Nous croyons en la création d'un outil qui permettrait aux

hommes et aux femmes de partager les responsabilités. Cet outil s'adresserait dans un premier temps aux femmes qui aient déjà réussi dans les affaires ».

- En Inde, un certain succès a été remporté dans ce domaine.
- Religion : Une oratrice de HEAL a évoqué la question de la religion et a sollicité les conseils des participants : « Nous nous trouvons dans une région dans laquelle les femmes sont victimes de discrimination, y compris de la part d'autres femmes, du fait de la religion. Il s'agit d'une région musulmane, ce qui est lourd d'implications pour les femmes qui y vivent. Nous encourageons les femmes à se révéler. Les hommes s'y opposent. Avez-vous des conseils à nous prodiguer ? »

ANNEXE 1

Programme de la Conférence

9.00-9.30	<u>Enregistrement des participants</u>	
9.30-9.45	<u>Séance d'ouverture/</u>	Bénédicte Allaert, Directrice Exécutive,-WIDE
9.45-10.00	<u>Discours d'introduction</u>	Agnès Hubert , Conseillère politique – Commission Européenne, modératrice des panels de la matinée

10.00-11.30	<u>1^{er} Panel Perspective DU Sud des MC</u>
-------------	---

Ayesha Pervez (Inde), Professionnelle du Développement – New Delhi, Inde
Désirée Zwanck (Allemagne), Consultante en questions de genre, HEAL Africa – Goma RDC
Muliri Jeanne Kabekaty (Congo RDC), coordinatrice d'un projet pour le programme « Genre et Justice Maniema », HEAL Africa – Goma, RDC
Liliana Alegria Zevallos, consultante autonome- Université de Salamanque
Nadège Bibila (Congo Br.), chercheuse, CERAPE – Congo Brazzaville

Modératrice : Agnès Hubert, Conseillère Politique- Commission Européenne.

11.30 -11.45 Pause café

11.45-12.30	<u>2^o Panel MC sur les politiques de l'UE</u>
-------------	--

Cindy Foekehrer, DG Entreprise et Industrie, Commission Européenne
Stefanie Laemmermann (France), Gérante débutante de Programmes- Réseau Européen de Micro finances

Modératrice : Agnès Hubert, Conseillère Politique,-Commission Européenne.

12.30-14.00 Déjeuner

14.00-15.00	<u>3^{ème} Panel : Perspectives Européennes des MC</u>
-------------	--

Professeur Marcella Corsi (Italie), membre d'une institution de MC, chercheuse à l'Université Sapienza de Rome, Italie
Fabrizio Botti (Italie), chercheur temporaire sur les perspectives de genre des MC à l'Université Sapienza de Rome, Italie.
Mario Bur (Luxembourg), chargé des politiques de communication et de conscientisation, ADA, Luxembourg

Modératrice : Béatrice Wallaert, Directrice Exécutive, WIDE

15.00-16.00	<u>Débat Interactif entre les participants et les Panels</u>
-------------	--

Le micro est ouvert à l'interaction, au débat et à la réflexion sur le thème des présentations. Les participants auront l'occasion de poser des questions aux trois panels et d'exprimer leur opinion.

Modératrice : Bénédicte Wallaert, Directrice Exécutive- WIDE

16.30-17.00 Conclusion et salutations
17.00 Cocktail

ANNEX 2

Réflexions sur la journée de consultation
Par Liliana Alegria Zevallos

- Les micro finances peuvent jouer un rôle important dans les processus d'autonomisation, à la condition que leurs produits et services prennent en compte les structures du pouvoir et les facteurs perpétuant les inégalités sociales. Il conviendrait que les agents chargés de la conception de programmes ou d'outils micro financiers procèdent à une révision des questions théoriques et un ratissage historique des origines, de la structure et des manifestations des relations d'inégalité.
- Concevoir des produits innovants et personnalisés, ainsi que fidéliser la clientèle grâce à un historique de crédits réussis. Souvent, derrière ce type de client, se trouvent de potentiels interlocuteurs sociaux et politiques pouvant jouer un rôle crucial comme meneurs dans leurs communautés locales.
- Poursuivre l'élaboration d'indicateurs homogènes pour mesurer l'impact des relations de genre au niveau Macro.
- Stimuler et soutenir le travail des IMF¹ qui travaillent selon une approche intégrée, c'est-à-dire celles qui incluent une composante de formation et de travail en groupe car elles favorisent l'échange d'expériences et peuvent agir comme déclencheur de la transformation de certaines institutions : la famille, la société et l'Etat qui entravent les capacités d'action des femmes.
- Attirer l'attention des gouvernements internationaux, des institutions, des collaborateurs et donateurs, sur la nécessité d'accorder d'avantage d'intérêt aux institutions qui travaillent selon une approche intégrale, car elles sont les seules à inclure, dans leur portefeuille, un pourcentage important de clients en situation de pauvreté extrême ou de pauvreté structurelle. La majorité des grandes et moyennes institutions micro financières brandissent l'argument de lutte contre la pauvreté face à la coopération internationale afin d'obtenir et de canaliser les ressources financières, mais la proportion de pauvres extrêmes ou structurels dans leur portefeuille de clients est négligeable.
- Nous croyons qu'il est urgent et nécessaire de lancer la création d'une norme de qualité « ISO 9000² » afin de vérifier si les IMF travaillent au service de populations en situation d'extrême pauvreté et de pauvreté structurelle, au moyen de l'élaboration et de la normalisation d'une série d'indicateurs fiables et vérifiables de la part des collaborateurs et des donateurs.

REFLEXIONS :

Nous suggérons, par conséquent, une révision de l'approche théorique et un ratissage historique des origines, de la structure et des manifestations des relations d'inégalité, basés sur les arguments suivants :

- Nous nous proposons de reconsidérer le rôle du crédit, comme un outil nécessaire mais insuffisant pour parvenir à l'autonomisation des femmes. Les micro finances constituent principalement un outil pour la mise à disposition de services financiers, ou une composante d'une stratégie de développement plus large, bien que n'étant pas unique, afin d'améliorer les conditions matérielles des secteurs à bas revenus : Nous pensons que du point de vue institutionnel, l'intervention initiale de MIDE a été effectuée sur la base d'une connaissance solide des fondements théoriques des inégalités de genre et du tissu structurel qui les maintiennent, l'objectif initial de MIDE étant d'élaborer un outil économique destiné à des populations traditionnellement exclues du système financier formel dans le but d'atténuer la pauvreté, et par la suite afin de combattre les inégalités de genre. Il convient d'ajouter que nous avons observé une évolution dans l'approche de la politique institutionnelle de MIDE, au niveau de la conception, de la construction et de l'adaptation de concepts d'impact et d'autonomisation.
- Nous sommes conscients que d'autres points doivent être inclus dans l'agenda et croyons que nous ne sommes pas parvenus à identifier, ni à aborder certains éléments susceptibles de constituer des limites aux effets des services micro financiers, tels que les éléments structurels, les inégalités dans l'usage du pouvoir, et dans l'usage du temps, que ce soit dans le domaine public, domestique ou personnel, ou encore dans la coresponsabilité et la visibilisation du travail domestique et de la violence machiste, familiale et sexuelle.
- Nous croyons qu'il est fondamental de réaliser un ratissage historique et ethnologique de la création, de la structure et du maintien de ces inégalités, afin de connaître pleinement, de comprendre, remettre en cause et

¹ Institutions Micro financières

² ISO 9000 représente des normes de "qualité" et de « gestion continue de qualité », établies par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), applicables à tout type d'organisation ou d'activité systémique, orientée vers la production de biens ou de services. Elles représentent des normes et des guides liés aux systèmes de gestion et d'outils spécifiques tels que les méthodes d'audit (processus de vérification du respect des normes par les systèmes de gestion).

conscientiser cette problématique, étant donné que, du point de vue institutionnel, l'autonomisation des capacités sociales est perçue comme un processus reposant uniquement sur l'auto estime et le développement personnel, car on estime ces limites causées par un déséquilibre d'ordre psychologique sans considérer les inégalités de genre, leurs origines, tout comme le tissu social qui les entretient, et la perpétuation de préjugés et de stéréotypes à l'égard du genre féminin.

Par conséquent, nous suggérons de réviser le cadre théorique :

1. Une révision critique des concepts théoriques et scientifiques qui avalisent la condition féminine actuelle.
2. La promotion de la clarification des aspects idéologiques sans fondement rationnel, qui attribuent à la femme un rôle de subordination.
3. Remettre en cause l'idéologie patriarcale : Relation entre l'idéologie Judéo-chrétienne et le modèle économique capitaliste, basés sur le biologisme, qui souligne la différence entre les sexes, préconise une relation hiérarchisée entre les sexes exprimée dans tous les domaines de la société, sous forme d'oppression sociale à l'égard de la femme face à la sexualité, l'économie, les domaines intellectuel, religieux, psychologique et affectif.
4. Remettre en cause certaines manifestations sociales de l'héritage historico-culturel inca³, qui présente toujours une somme de discriminations de genre, et de discrimination à l'égard de la femme.

Espaces communs de discussion et de négociation :

- Nous suggérons que l'intervention institutionnelle de MIDE envisage la mise en place d'une série d'activités qui impliquent la participation de l'homme et de la femme de façon conjointe et équitable. Dans la mesure où le crédit est directement octroyé à la femme, la décision de l'accepter ou pas, l'usage auquel il est destiné, et les bénéfices qui en seront tirés sont autant d'éléments pesés et décidés en couple ou avec la famille. De cette façon, l'institution accueillerait des activités et des espaces communs de discussion, de négociation et de réflexion sur les droits et responsabilités communs aux deux genres. Sans cela, plutôt que de mettre en place des processus de conciliation et de coresponsabilité, on assisterait à la création d'espaces de confrontation face à la transformation des rôles traditionnellement attribués à l'un et l'autre genres. En outre, nous croyons que cela constituerait un outil méthodologique précieux pour « systémiser » les processus de négociation dans le couple.
- Enfin nous pensons que, dans un processus visant à surmonter l'inégalité de genre, s'observe également une transformation des relations familiales patriarcales. En d'autres mots, s'il libère les femmes, il agit de la même façon sur les hommes, car si les femmes ont accès aux ressources matérielles au profit de leur famille, ceci permet également de créer de nouvelles expériences pour les hommes, et les libère des stéréotypes de genre.

AGENDA :

- Approfondissement de l'approche de genre dans les programmes de microcrédit au moyen de journées participatives avec les équipes de travail de l'institution sur l'approche de genre et dans la vie quotidienne des travailleuses des IMF.
- Appliquer une série de politiques dans la conception de stratégies et d'outils servant de base à :

1. Des Politiques Spécifiques : pour favoriser les activités et les ressources dont peuvent bénéficier les femmes, souvent sans mettre en question les inégalités existantes.

2. Politiques de Redistribution : Dans le but de modifier les relations de genre existantes, de façon plus démocratique, en redistribuant les ressources, les responsabilités et le pouvoir entre les hommes et les femmes. Cette option est celle qui génère le plus de défis : dans la planification, puisqu'elle ne porte plus seulement sur la canalisation de ressources destinées aux femmes, mais cherche également à ce que les hommes assument des responsabilités afin de parvenir à une plus grande égalité dans les résultats des projets et des programmes de développement. On essaie de garantir l'accès et le contrôle des ressources et des bénéfices et de satisfaire les besoins identifiés de sorte qu'ils « autonomisent » les femmes et non qu'ils renforcent leur dépendance.

³ Par exemple, dans l'Ayni le travail communal réalisé par les femmes n'a pas la même valeur que celui réalisé par les hommes, même en termes de valeur d'échange. Ayni était un système de travail de réciprocité familiale entre les membres de l'Ayllu destiné aux travailleurs dans les secteurs agricole et de la construction de logement. Il consistait à fournir une aide à condition que celle-ci soit rendue en temps voulu. Comme ils le disent, « Aujourd'hui c'est toi, demain c'est moi ». A titre de rétribution les travailleurs recevaient aliments et boissons pendant qu'ils oeuvraient à ces tâches. Cette tradition se poursuit, non seulement dans de nombreuses communautés paysannes, mais aussi chez les peuples métisses d'Equateur, de Bolivie et du Pérou, qui s'entraident ainsi dans les travaux de cuisine, de pâturage et de construction de logements.

- Favoriser une conscience critique et capable de mettre la réalité en cause, en profitant pour ce faire des réseaux organisationnels et sociaux créés, du renforcement et du niveau d'avancement de ces organisations autant que possible, et déclencher une mobilisation politique dans le but d'exiger des améliorations sur les questions de réformes juridique, sanitaire et éducative pour les femmes.
- Œuvrer à la création d'alliances stratégiques pour les services de formation spécialisée. Les alliances stratégiques n'ont fonctionné que partiellement, et leurs effets sont imperceptibles. Parvenir à travailler selon une approche intégrale impliquera pour MIDE de se concentrer sur les aspects de formation sur les thèmes de l'auto estime, ainsi que de l'estime sociale (reconnaissance effective). MIDE, afin d'atteindre ses objectifs institutionnels, construit des alliances stratégiques avec d'autres institutions sur le thème de l'assistance technique et de la formation à l'accès aux marchés. Le travail accompli est inachevé, nous n'avons pas encore atteint nos objectifs ; cependant nous avons eu un certain impact chez des femmes présentant des initiatives économiques viables ; par exemple le cas de femmes qui travaillent dans la boulangerie, la chocolaterie, l'élaboration de miel, de plats préparés et autres ; et dont les affaires sont sur le point de devenir durables. On note également des cas de femmes qui se sont lancées dans l'élevage de petits animaux et sont parvenues à suivre une formation à un moment ou un autre, afin de renforcer leur entreprise. Il est également prévu d'établir des liens avec des instituts de formation spécialisée - ou d'offrir un soutien aux activités de production/commercialisation, au moyen d'alliances stratégiques.
- Permettre et améliorer la viabilité financière, dans la mesure où le programme est encore fragile du fait des coûts opératifs et financiers qu'il implique.